EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 19 décembre 2019

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 25 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Sylvia BARTHELEMY - Roland BLUM - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Martine CESARI - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Xavier MERY - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Christophe AMALRIC représenté par Pascal MONTECOT - François BERNARDINI représenté par Martial ALVAREZ - Patrick BORÉ représenté par Danielle MILON - Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Gérard BRAMOULLÉ.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Gaby CHARROUX - Arlette FRUCTUS - Alexandre GALLESE - Eric LE DISSÈS.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

ENV 043-7529/19/BM

■ Approbation d'une convention de partenariat avec la Chambre de l'agriculture pour l'appui à l'installation d'exploitants agricoles sur les sites du Vallon des Douces et de la Maussane

MET 19/13507/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole s'engage pour maintenir et développer sur son territoire les activités agricoles dans leurs fonctions économiques et environnementales mais également d'aménagement du territoire. Le Projet alimentaire territorial (PAT), dont l'élaboration a été engagée le 17 octobre 2016 à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône, vient renforcer le soutien de la Métropole au développement d'une agriculture de proximité de qualité contribuant à la valorisation des circuits courts.

La Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER), jouant un rôle majeur dans l'aménagement du territoire rural, la mise en place d'un partenariat s'est avérée pertinente pour décliner ces politiques métropolitaines et a conduit à la signature d'une Convention d'intervention foncière (CIF) à l'échelle métropolitaine et d'une Convention d'aménagement rural (CAR) à l'échelle du territoire Marseille Provence. Cette dernière a été prorogée en 2018 pour une durée de 3 ans par délibération n° VECO 007-332/18/CT du 26 juin 2018.

La Convention d'Aménagement Rural consiste en un ensemble de dispositifs techniques et financiers susceptible d'être mis en œuvre par la SAFER et destinés à accélérer le remembrement foncier, à proposer des aides aux exploitants pour l'accès au foncier et à favoriser la mise en location des friches. Dotée de moyens financiers, d'un comité de pilotage et d'élus métropolitains référents, la CAR permet une action d'envergure pour pérenniser la vocation agricole du foncier en installant des exploitants professionnels dans la durée. La Chambre d'Agriculture, au titre de son expertise agricole et de ses

Signé le 19 Décembre 2019

Reçu au Contrôle de légalité le 09 janvier 2020

compétences légales, est membre du comité de pilotage de la CAR et appuie la SAFER et la Métropole dans la mise en œuvre opérationnelle de cette convention.

C'est dans le cadre de cette mise en œuvre et des diagnostics effectués par la Chambre d'Agriculture pour le compte de la collectivité que deux tènements, d'une superficie importante dans un contexte urbain et à fort potentiel agricole, ont été identifiés : le Vallon des Douces et la Maussane.

Concernant le Vallon des Douces, suite au début des négociations avec les propriétaires en 2012, la faisabilité du projet agricole a été confirmée par une étude remise en juin 2015 par la Chambre d'Agriculture. Le principe de l'acquisition foncière de ce foncier par la Métropole, via un portage SAFER, ainsi que le projet de mise à disposition des terrains agricoles au profit d'un exploitant, ont été votés lors du conseil communautaire du 25 septembre 2015. Un courrier de la Présidente, en date du 4 octobre 2019, confirme la volonté de la Métropole d'acquérir ce foncier pour y installer un agriculteur.

Concernant la Maussane, la SAFER est en cours d'acquisition à l'amiable du terrain suite à promesse de vente recueillie début 2018. La Métropole, ayant manifesté son intérêt formellement, a déjà été désignée attributaire du terrain par le comité technique SAFER qui s'est tenu le 15 novembre 2018.

Les deux fonciers ciblés offrent une opportunité rare à Marseille de concrétiser les stratégies politiques métropolitaines par l'installation d'agriculteurs.

Afin de concrétiser l'installation d'exploitants agricoles sur ces fonciers en 2020, la Métropole, en tant que signataire de la CAR, souhaite donc conventionner l'appui de la Chambre d'Agriculture considérant que cette dernière :

- Est investie de missions règlementaires de contribution au développement durable des entreprises agricoles (art. L510-1 du code rural et de la pêche maritime) par les services qu'elle met en place, notamment de gestion des guichets Point Accueil Installation (PAI), Centre d'Elaboration des Plans de professionnalisation Personnalisés (CEPPP), Répertoire Départ Installation (RDI) et de Centre de Formalités des Entreprises (CFE) pour les exploitations de nature agricole,
- Est membre du comité de pilotage de la CAR, et contributrice dans ce cadre des différents diagnostics et études préalables ayant abouti à l'identification des deux fonciers.

Par ailleurs, ces deux espaces agricoles ont été identifiés comme emblématiques par le plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine engagé récemment par la Métropole, au sens où ils sont localisés au cœur de l'urbain et correspondent aux axes stratégiques du plan d'action. L'installation d'agriculteurs sur une superficie de 6 ha au Vallon des Douces et de 2,5 ha à Maussane permettra en effet :

- De renforcer la présence de l'agriculture dans la ville afin d'assurer la production locale des produits frais pour les habitants, mais aussi de sensibiliser les habitants à une alimentation saine et de mieux faire connaître à tous la richesse et la qualité de l'agriculture métropolitaine ;
- De contribuer à une métropole plus verte, où l'agriculture est mobilisée pour maintenir les espaces de respiration indispensables à la qualité du cadre de vie des habitants et pour garantir le maintien des continuités écologiques et la préservation de la biodiversité.

La présente convention correspond ainsi à la mise en œuvre de deux des trente actions prioritaires du plan d'action métropolitain en faveur de l'agriculture urbaine.

Dans le cadre de ce partenariat, en lien avec la SAFER, la Métropole et la Chambre d'Agriculture conjugueront leurs compétences et expertises afin d'œuvrer conjointement à l'installation d'exploitants agricoles professionnels.

- La Métropole assurera une maîtrise publique du foncier par un montage juridique adéquat défini dans le cadre de la CAR. Elle fournira les orientations stratégiques et prescriptions techniques que devront respecter les futurs exploitants, en accord avec ses politiques publiques. Enfin, elle présidera et animera les comités de pilotage de la CAR notamment en charge de la sélection des candidats dans le cadre du ou des éventuels appels à candidatures.

Signé le 19 Décembre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 09 janvier 2020

- La Chambre d'Agriculture rassemblera les éléments techniques permettant la parfaite information des candidats potentiels (analyse de l'existant, orientation des projets agricoles en fonction du potentiel de production, définition des aménagements nécessaires). Elle accompagnera les candidats à la constitution de leur pré-projet, via le Point Accueil Installation, et les candidats présélectionnés pour une étude technico-économique prévisionnelle de leur projet, via le service « Cap Installation Transmission ». Via sa participation au comité de pilotage de la CAR, elle apportera son expertise et sa connaissance du foncier ciblé, en vue de la sélection des candidats.

La convention de partenariat, objet de la présente délibération, sera équilibrée par le versement d'une participation financière de la Métropole à la Chambre d'agriculture, d'un montant de 14 534 euros. Les modalités de versement de cette participation d'équilibre se fera conformément au Règlement budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° AEC 001-1281/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant le principe de l'acquisition foncière sur le site du Vallon des Douces, ainsi que le projet de mise à disposition des terrains agricoles au profit d'un exploitant ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° ENV 003-1134/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant le principe de l'élaboration d'un projet alimentaire territorial à l'échelle du département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° VECO 007-332/18/CT du 26 juin 2018 approuvant l'avenant n° 2 à la convention d'aménagement rural conclue avec la SAFER sur le territoire de Marseille Provence ;
- La délibération n° ENV 001-7141/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant les axes stratégiques du plan d'action de la Métropole en faveur de l'agriculture urbaine ;
- La décision du Comité technique SAFER du 15 novembre 2018, attribuant les terrains dits de Maussane à la Métropole ;
- La décision du Comité de pilotage de la convention d'aménagement rural du 19 juin 2019 validant les modalités d'acquisition des terrains et de recherche des porteurs de projet.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de la Convention d'Aménagement Rural signée avec la SAFER PACA visant à préserver le foncier agricole du territoire métropolitain par l'installation durable d'exploitants agricoles, les fonciers agricoles des sites Vallon des Douces et Maussane ont été identifiés comme des sites stratégiques au vu de la superficie des tènements et leur potentiel agricole

Signé le 19 Décembre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 09 janvier 2020

élevé ; que des négociations ont été conduites avec leurs propriétaires depuis respectivement 2012 et 2017, en vue de leur acquisition par la Métropole ; que le principe de ces acquisitions a été confirmé respectivement par délibération communautaire et attribution du comité technique SAFER.

- Que par ailleurs, l'installation d'agriculteurs sur ces fonciers a été identifiée comme l'une des actions prioritaires du plan d'action en faveur de l'agriculture urbaine porté par la Métropole, de par leur localisation au cœur de l'urbain et des multiples effets positifs qui y seraient associés, de la mise en valeur de l'agriculture métropolitaine à l'amélioration du cadre de vie.
- Et que ces installations contribuent aux axes stratégiques « Urbanisme et aménagement » et « Environnement » du Projet Alimentaire Territorial co-piloté avec le PETR du Pays d'Arles, en partenariat avec l'Etat, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Région Sud, la Chambre d'agriculture et l'ensemble des acteurs publics ou privés.
- Que la Chambre d'Agriculture est partenaire de la mise en œuvre de la CAR via son rôle de membre du comité de pilotage, qu'elle a contribué via la réalisation de divers études et diagnostics à l'identification du potentiel agricole des fonciers en question, et enfin qu'elle est en capacité de mobiliser son expertise avérée et ses différents guichets dédiés à l'installation des agriculteurs au service d'un partenariat avec la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône relative à l'installation d'exploitants agricoles sur les sites du Vallon des Douces et de la Maussane.

Article 2 :

Dans le cadre de cette convention, sera versée à la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020, une participation financière visant à équilibrer les contributions des deux partenaires, d'un montant de 14 532 euros, représentant 80 % de l'opération, au titre de l'exercice 2020. Cette participation financière sera versée conformément au règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN 021-049/16/CM du 7 avril 2016.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal 2020 de la Métropole, opération 201900400 - chapitre 20 - nature 2031 - fonction 6312 - sous-politique G710, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué
Agriculture

Christian BURLE

Signé le 19 Décembre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 09 janvier 2020